



Attaques contre les salarié-e-s du public et du privé

Les salaires et les emplois publics sont dans le collimateur

Le gouvernement prévoit 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires en 5 ans. Les salaires sont de nouveau gelés : le gouvernement annule les augmentations prévues du point d'indice alors que se profile une hausse de la CSG. Chez les enseignant-e-s de CP et CE1, la prime annuelle de 3000€ promise par le candidat Macron en REP+ est repoussée sine die. La journée de carence en cas de maladie est ré-instaurée, dans la droite ligne du sarkozysme. Nos rémunérations, nos conditions de vie et de travail vont nettement se dégrader sans une mobilisation massive pour stopper ces projets, qui préfigurent une remise en cause des statuts.

Le projet libéral de Macron touche la société dans son ensemble

Son projet le plus emblématique est la réforme du code du travail par ordonnances. L'enjeu : démunir encore un peu plus les salarié-e-s face à leur patron. Le projet de loi travail 2 vise à plafonner les indemnités de licenciement qu'un-e salarié-e peut percevoir devant le conseil de prud'hommes. Cette mesure, réclamée depuis des années par le Medef, permettra au patron de savoir à l'avance combien lui coûtera un licenciement illégal... c'est bien pratique ! Le projet d'ordonnances prévoit également la généralisation du « CDI de projet » déjà connu dans le BTP. C'est un contrat qui dure tant que dure le projet. Quand la mission est achevée, le patron peut jeter les salarié-e-s sans indemnités de licenciement.

Le gouvernement attaque sur tous les fronts. Alors qu'il annonce déjà une nouvelle réforme des retraites, la grève public/privé du 12 septembre doit être le point de départ d'un vaste mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive ultra-libérale.

L'école en ligne de mire

Dans le 1er degré, la gestion des 12 élèves par classe est d'ores et déjà une farce : moyens en personnels insuffisants, bâtiments inadaptés, remise en cause des PDMQC supposés compenser la fin des RASED. Le ministre désire imposer ses conceptions pédagogiques rétrogrades, notamment sur la lecture.

Dans le 2nd degré, le pire des réformes récentes est conservé et l'autonomie des établissements est accentuée. Le ministre veut donner le pouvoir de recrutement aux chef-fe-s d'établissement et prépare la remise en cause du bac et du droit aux études supérieures.

Dans le supérieur, le ministère prépare la sélection à l'entrée de l'Université pour masquer son refus de mettre les moyens nécessaires.

Enfin, l'école s'était vue promettre le maintien des emplois CUI par la Ministre du Travail. Il n'en est rien : les licenciements de fait sont massifs en cette rentrée.

Organisons-nous en AG, en réunion d'informations syndicales... Résistons à ce projet d'école néolibéral et réactionnaire !

Documents joints



Le
Panneau
Syndical
SUD
éducation
•
Début (...)